

Projet de circulaire à adresser aux entreprises industrielles, commerciales ou financières établies dans les communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise, concernant l'application de la loi sur l'emploi des langues.

FRANCAIS - NEDERLANDS - NEDERLANDS - FRANCAIS

Par les articles 41 et 52 de la loi du 2 août 1963 (actuellement les art. 52 et 58 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, le législateur a voulu promouvoir l'emploi officiel exclusif du néerlandais dans la vie industrielle en région de langue néerlandaise.

Les dits articles stipulent ce qui suit :

Article 52 :

"§ 1er.- Pour les actes et documents imposés par la loi et les règlements
"et pour ceux qui sont destinés à leur personnel, les entreprises indus-
"trielles, commerciales ou financières font usage de la langue de la région
"où est ou sont établis leur siège ou leurs différents sièges d'exploita-
"tion.

"Dans Bruxelles-Capitale, ces documents destinés au personnel d'expression
"française sont rédigés en français et ceux destinés au personnel d'expres-
"sion néerlandaise en néerlandais.

"§ 2.- Sans préjudice des obligations que le § 1er leur impose, ces mêmes
"entreprises peuvent ajouter aux avis, communications, actes, certificats
"et formulaires destinés à leur personnel une traduction en une ou
"plusieurs langues, quand la composition de ce personnel le justifie."

Article 59 :

"Lorsqu'il est constaté que les actes ou documents ont été rédigés dans
"une forme contraire aux dispositions de l'article 52, ils sont remplacés,
"soit d'initiative, soit sur injonction du service, de l'autorité ou de la
"juridiction compétente, par les entreprises industrielles, commerciales
"ou financières privées intéressées, par des actes ou documents réguliers
"quant à la forme.

"Si, dans le délai d'un mois, il n'était pas donné suite à cette infonction, une requête pourra être adressée par l'autorité, le service ou la juridiction dont question ci-dessus ou par toute personne intéressée, au juge de paix, qui ordonnera qu'à ces actes et documents soit jointe une traduction rédigée par un traducteur assermenté désigné par lui, et ce aux frais de l'entreprise intéressée.

"Le remplacement des actes et documents sort ses effets à la date du document remplacé."

Le législateur a souligné qu'en la matière, le siège d'exploitation et non, par ex., le siège social ou administratif, détermine l'emploi des langues, bien que ces derniers sièges puissent également devenir des sièges d'exploitation dans le sens de la loi.

Il en est par ex. ainsi lorsqu'une société à constituer, qui n'a pas encore de siège d'exploitation, fait passer et publier l'acte de constitution. Dans ce cas, le siège social vaut comme siège d'exploitation.

Que faut-il entendre par siège d'exploitation ?

Les lois coordonnées sur l'emploi des langues ne donnent aucune définition de la notion de siège d'exploitation. Il y a donc lieu de renvoyer à d'autres textes.

C'est ainsi qu'on lit dans la circulaire ministérielle du 30 janvier 1967 que par "entreprise" ou siège d'exploitation on entend l'unité technique d'exploitation. Celle-ci ne coïncide pas nécessairement avec l'entité juridique que constitue l'entreprise. Elle correspond au siège d'exploitation ou aux sièges d'exploitation lorsque ceux-ci se caractérisent entre eux par une certaine autonomie économique (relative indépendance de la direction du siège) et par une certaine autonomie sociale (différenciation des milieux).

En passant il faut ajouter que, dans certains cas, un siège d'exploitation temporaire (par ex. un chantier de caractère plus ou moins permanent) peut constituer un siège d'exploitation. Par contre, une adresse de correspondance fictive ne peut pas être assimilée à un siège d'exploitation.

.../

La Commission permanente de Contrôle linguistique (cfr. avis n° 80 du 18-3-1965; n° 792 du 15-6-1965, n°s 104/105 et n°s 114/903/973 du 6 mai 1965) entend par siège d'entreprise ou siège d'exploitation les sièges ayant une autonomie technique c.à.d. une certaine autonomie économique ou sociale.

En ce qui concerne le chantier, il est précisé dans l'avis n° 80 qu'il faut vérifier pour chaque chantier si une autonomie économique ou sociale existe.

Dans son avis n° 114/903/973 (section VII) du 6 mai 1965, la C.P.C.L. précisait que "lorsque le chantier a un caractère relativement permanent, le siège d'exploitation de l'entreprise coïncide avec le lieu du chantier"; que ceci est notamment le cas lorsque le siège doit être choisi sur le lieu du chantier.

Nombre d'ordonnances émanant de juges de paix ont exigé des traductions de documents visés à l'article 52 des lois coordonnées, parce que ces documents n'étaient pas rédigés dans la langue de la région où était établi le siège d'exploitation. Il en était ainsi pour des ordonnances des juges de paix des cantons de Berchem (Anv.) (16-3-1966), d'Oosterzele (22-3-1966), de Dendermonde (1-4-1966), de Ledeborg (5-4-1966), de Zelo (29-6-1966), d'Overijse (2-12-1966), de Bruxelles, 1er canton (20-1-1967), de Beveren-Waas (24-3-1967).

Non seulement la C.P.C.L. estime que le chantier qui a un caractère relativement permanent, peut constituer un siège d'exploitation au sens de l'article 52 des lois coordonnées, mais d'autres juridictions sont également de cet avis. Le conseil de Prud'hommes d'Appel à Anvers a notamment le 17 mars 1967, rendu un jugement dans ce sens (cfr. Rechtsk. Weekblad, 23 avril 1967, kol. 1629-1631) :

"Overwegende dat beroepene wcont te Willebroek, arbeide te
 "Willebroek in het Nederlands taalgebied op een werf van beroepster
 "en dat deze werf moet aangezien worden als een exploitatiezetel van
 "de N.V. Cradodur in de zin van voornoemd artikel 52, par. 1, lid 1
 "in fine, aangezien volgens de voorbereidende werken van de wet van
 "2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken de
 "exploitatiezetel of uitbatingzetel moeten gesteld worden tegenover

"de maatschappelijke zetel (1962-1963, Parl. Hand. Senaat p. 1511 - C - 1538) welke laatste in casu van de N.V. Carbodur gevestigd is te "Angleur-Luik";

x

x

x

Il est impossible, dans le cadre de la présente, d'énumérer tous les actes et documents qui sont imposés par la loi et les règlements.

Sont surtout à mentionner en l'occurrence :

- A) Actes et documents internes : la déclaration d'accidents de travail à l'Inspection technique du Travail, ainsi que le certificat médical.

En ce qui concerne ce dernier certificat, le chef d'entreprise est d'ailleurs entièrement responsable (cfr. avis de la C.P.C.L. - Section néerlandaise, n°s 1241/1 et 1241/2 du 23-11-1965).

Quant à la comptabilité : le journal et le livre d'inventaire (rapport de Stexhe, Sénat 1962-1963, Doc. parl. 306, p. 12).

En plus le facturier des entrées et sorties (cfr. avis de la C.P.C.L. - Section néerlandaise n° 1074 du 1er juin 1965).

- B) Actes et documents externes :

Les actes et documents prescrits par le Code de Commerce et dont la publication est rendue obligatoire sont également des actes et documents imposés par la loi et les règlements: notamment la convocation pour l'assemblée générale des S.A., l'acte de constitution, l'augmentation du capital social, le bilan, la modification des statuts, le transfert du siège social, les démissions, licenciements et nominations, les mandats (cfr. avis 1081/8000; 1081/1103/8000; 1081/8000/1123; 1120 du 15 juin 1965).

Ensuite il faut encore signaler la facture, lorsque celle-ci est imposée par la loi et ce en ce qui concerne ses éléments essentiels (c.à.d. les données qui doivent obligatoirement figurer sur la facture (cfr. avis de la C.P.C.L. n° 85 du 4 février 1965).

Il ne s'agit donc pas en l'occurrence de la facture rédigée au moment où elle ne peut pas être réclamée sur base des textes légaux ou réglementaires (cfr. avis de la C.P.C.L. n° 318 du 13 mai 1965).

x

x

x

.../

Par actes et documents destinés au personnel, il y a lieu d'entendre les actes et documents qui intéressent en premier lieu le personnel ou un membre du personnel (cfr. avis de la C.P.C.L. - section néerlandaise n° 1511/2 du 30 juin 1966; cfr. aussi l'ordonnance du juge de paix du canton de Mettaren en date du 10 septembre 1966).

Dès lors, il est évident que des actes et documents qui sont prévus par la législation sociale au profit du personnel ou d'un membre du personnel, tombent dans cette catégorie. On peut citer comme exemples : le contrat de travail ou d'emploi (cfr. avis de la C.P.C.L. - Section néerlandaise n° 1561 du 13 septembre 1966), la lettre de préavis (cfr. avis de la C.P.C.L. - section néerlandaise n° 1832 du 18 avril 1967), la fiche de salaire (cfr. avis de la C.P.C.L. section néerl. n° 1436 du 14 décembre 1965), des communications affichées concernant les élections syndicales (avis de la section néerl. n° 1930 du 25 avril 1967), des avantages sociaux, des convocations pour les conseils d'entreprise (avis de la section néerlandaise n° 1330 du 19 octobre 1965), ou pour des conseils de sécurité, de santé et d'embellissement des lieux de travail, ou des communications émanant de ces organes, des ordres de services (avis de la section néerl. n° 1583 du 20 septembre 1966), le règlement du travail (avis de la section néerl. n° 1541 du 30 septembre 1966), le registre du personnel (avis de la section néerlandaise n° 1541 du 30 septembre 1966), des formulaires concernant des déclarations de chômage (avis de la sect. néerl. n° 1721 du 22 nov. 1966), des bons de cotisation d'O.N.S.S. (avis de la sect. néerl. n° 1541 du 30 sept. 66), des fiches d'accidents.

Certains formulaires sont aussi bien des documents destinés au personnel que des documents imposés par la loi et les règlements.

Deux remarques doivent être faites à ce sujet :

- 1°) par du personnel, il ne faut pas entendre exclusivement le personnel dans son ensemble, mais également les membres du personnel distinctement. Des décisions de la C.P.C.L. et du Conseil de Prud'hommes sont libellées dans ce sens.
- 2°) pour constituer un acte ou un document destiné au personnel, il ne suffit pas que la pièce soit remise au personnel : le personnel doit être également le premier, intéressé. Donc, un document qui n'est

.../

que traité par un membre du personnel n'est pas un document destiné au personnel (cfr. avis de la C.P.C.L. - section néerl. n° 1515 du 30 juin 1966).

X

X

X

Peut-on faire des traductions des actes et documents imposés par la loi et les règlements et de ceux qui sont destinés au personnel quand le siège d'exploitation de l'entreprise industrielle, commerciale ou financière n'est établi que dans la région de langue néerlandaise ?

Etant donné que le texte officiel, en vertu de l'art. 52 peut uniquement exister en néerlandais, il ne peut exister aucun texte officiel de l'acte ou document en cause, dans une autre langue. Dès lors, un texte bilingue ou plurilingue de tels actes ou documents ne peut pas être transmis aux services publics.

Rien n'empêche toutefois d'en faire des traductions officielles de caractère purement privé, du moins pour autant que cette traduction ne soit pas employée en fait pour éluder la loi linguistique. Une société peut publier dans plus d'une langue son bilan dans une brochure privée spéciale (cfr. avis de la C.P.C.L. - sect. néerl. n° 1515 du 30 juin 1966).

L'article 52, § 2 prévoit toutefois que des traductions officielles des avis, communications, actes, certificats et formulaires en une ou plusieurs langues sont permises mais, de ce fait, ne sont pas encore obligées si la composition du personnel le justifie. Deux cas peuvent se présenter, notamment une traduction collective quand il s'agit de documents destinés simultanément à plusieurs membres du personnel d'une seule entreprise et une traduction individuelle, lorsque le document n'intéresse qu'un seul membre du personnel.

En tout cas, les entreprises dont le siège d'exploitation est établi en région de langue néerlandaise, doivent rédiger ces documents en néerlandais, même si le document concerne un membre du personnel d'une autre communauté linguistique car selon la loi, la traduction doit y être jointe.

.../

A cet égard, quelques principes doivent être respectés :

- 1°) Il existe une présomption juris tantum (donc une présomption contestable) que le personnel occupé en région de langue néerlandaise comprend suffisamment la langue de la région.
- 2°) L'entreprise doit fournir la preuve que le personnel compte réellement des personnes de l'autre communauté linguistique, qui ne comprennent pas suffisamment la langue de la région (ce qui ne veut donc pas dire qu'ils doivent posséder une connaissance approfondie du néerlandais).
- 3°) A l'égard du personnel de cadre (c.à.d. du personnel de direction qui a donc du contact avec le personnel subalterne) ainsi qu'à l'égard du personnel qui habite déjà depuis longtemps en région de langue néerlandaise, on peut normalement attendre, et il existe une présomption presque absolue, que ce personnel comprend suffisamment la langue de la région.
- 4°) En ce qui concerne la délivrance d'une traduction sur base de la composition du personnel, il y a lieu de tenir compte du caractère de la pièce. Pour des documents individuels (des contrats, etc...) il s'agira donc d'une traduction individualisée. Pour des documents collectifs un pourcentage ne peut pas être fixé au préalable. Même la législation sociale est à cet égard, une fois plus formelle, une fois moins sévère. Chaque cas doit être examiné distinctement sur base des points mentionnés ci-dessus.

x

x x

L'attention doit encore être spécialement attirée sur le fait que les entreprises, lorsqu'elles s'adressent à des services locaux ou régionaux unilingues, établis dans des communes de la région de langue néerlandaise, doivent respecter la langue du service. Le législateur a souligné à plusieurs reprises que ces entreprises ne peuvent pas entraver le régime linguistique des services (cfr not. le rapport de Stexhe, Sénat 1962-1963, doc. parl. 20.304, p.10). La jurisprudence de la section néerlandaise de la Commission permanente de Contrôle linguistique est établie dans ce sens (cfr. not. des avis de la sect. néerl. n°s 651 et 868 respectivement du 19 novembre 1964 et du 15 décembre 1964).

x

En ce qui concerne les sanctions, il y a lieu de signaler que les juges de paix ont déjà exigé, dans nombre de cas, la traduction, par un traducteur assermenté, des actes et documents régis par l'article 52 précité et ce à la demande des greffiers et d'autres instances publiques.
